

Transnistrie : talon d'Achille de l'avenir européen de la Moldavie ?

Régis Genté - 09 mars 2026

La Moldavie ambitionne une adhésion à l'Union européenne d'ici 2030, portée par un gouvernement pro-occidental. Toutefois, la région séparatiste de Transnistrie, où stationnent des troupes russes, demeure un obstacle stratégique majeur à cette intégration même si la région a perdu beaucoup de ses capacités de nuisances du fait de l'agression russe en Ukraine. Entre pressions hybrides du Kremlin et dépendance énergétique, le futur du pays est lié à l'issue du conflit en Ukraine. Une résolution pacifique passe par l'asphyxie économique du régime de Tiraspol et un soutien européen accru pour garantir la souveraineté moldave.



[A la une !](#) | [Fondation](#) | [Femmes](#) | [Commission](#) | [Conseil](#) | [Trilogues](#) |

[Diplomatie](#) | [BEI](#) | [Allemagne](#) | [Finlande](#) | [France](#) | [Slovaquie](#) |

[Géorgie](#) | [Islande](#) | [Kosovo](#) | [Etudes/Rapports](#) | [Publications](#) | [Culture](#) |

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

■ **A la une ! :**



Une considérable avancée vers l'autonomie européenne

Le discours d'Emmanuel Macron sur la dissuasion nucléaire le 2 mars constitue une évolution majeure de la doctrine nucléaire française au service de la sécurité européenne. Alors que plusieurs États membres signalent déjà leur intérêt en signant pour certains des accords avec la France, le nouveau concept français de "dissuasion avancée" pourrait, à terme, constituer une véritable révolution européenne à même d'assurer la sécurité du continent. [Lire la suite](#)

■ Fondation :



L'Europe, le continent des femmes

L'Europe est le continent des femmes, mais des progrès restent encore à faire. Pour illustrer la place des femmes dans la politique, la société et l'économie européenne, la Fondation Robert Schuman vous propose une carte ainsi que trois tableaux sur le nombre de femmes au sein des gouvernements, des parlements nationaux et du Parlement européen. [Lire la suite](#)



Appel à candidatures pour la 8e édition du prix VGE

La Fondation Valéry Giscard D'Estaing, en partenariat avec la Fondation Robert Schuman, lance son appel à candidatures pour la 8ème édition du prix VGE 2026. Remis chaque année depuis 2019, il distingue un étudiant ainsi qu'un ou plusieurs finalistes ressortissants d'un pays de l'Union européenne, en cours d'études au sein d'un deuxième ou troisième cycle universitaire ou réalisant un double diplôme dans une université étrangère, pour leur engagement et leur parcours européen. Cette année, les candidats ont jusqu'au mois de juin pour soumettre leur candidature ainsi qu'un essai sur le thème suivant : "Quelles relations l'Union européenne doit-elle entretenir avec les États-Unis d'Amérique ?". Le prix sera remis en octobre. [Lire la suite](#)

■ Femmes :



Nouvelle stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes 2026-2030

Le 5 mars, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, la Commission européenne a dévoilé sa nouvelle stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes pour la période 2026-2030. Alors que l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes estime qu'il faudrait 50 ans à l'Union pour parvenir à une pleine égalité, la stratégie vise à intensifier les actions initiées dans le cadre de la feuille de route pour les droits des femmes de 2025. De la santé à la vie politique et au secteur économique, elle se déploie dans tous les domaines et met l'accent sur la lutte contre la cyberviolence, qui touche les femmes et les filles de manière disproportionnée. [Lire la suite](#)



Les femmes encore sous-représentées dans l'innovation et le brevetage en Europe

Le 3 mars, l'Office européen des brevets a publié une nouvelle étude portant sur la place des femmes dans les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques en Europe. Si la proportion de femmes parmi les équipes d'inventeurs est en légère hausse, elles ne sont que très rarement citées comme inventrices individuelles : moins d'un fondateur de start-up engagée dans une activité de brevetage sur dix est une femme. Alors que la Commission européenne prépare un Plan d'action européen pour soutenir les femmes dans la recherche, l'innovation et les start-up, le rapport fournit plusieurs éclairages pour soutenir la formulation de priorités politiques adaptées. [Lire la suite](#)



Journée internationale des droits des femmes

Le 8 mars, plusieurs institutions internationales et européennes ont réaffirmé leur engagement en faveur des droits des femmes, L'Union européenne a rappelé ce qui a été entrepris depuis de nombreuses années pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes. Le 5 mars, l'OMS a organisé un événement en ligne afin de rappeler l'importance du droit à la santé physique et mentale. Enfin, dans le contexte géopolitique actuel, Le Conseil de l'Europe souligne la nécessité de poursuivre les objectifs de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité (SFC) afin de protéger les femmes confrontées aux conflits armés. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#) - [Autre lien](#) - [Autre lien](#) - [Autre lien](#)



Lancement de l'accélérateur industriel

Le 4 mars, la Commission européenne a présenté un projet de règlement sur l'accélération industrielle afin d'accroître la demande de technologies et produits à faible intensité de carbone "made in Europe". En instaurant une "préférence européenne" dans certains secteurs stratégiques, le texte vise à soutenir la production industrielle de l'Union dans un contexte de concurrence déloyale croissante et de dépendance à l'égard de pays tiers. Le projet de règlement fixe comme objectif de remonter à 20% la part de l'industrie dans le PIB européen d'ici à 2035, contre 14% actuellement. [Lire la suite](#)



Lancement des stratégies maritimes et portuaires industrielles

Le 4 mars, la Commission européenne a dévoilé ses stratégies pour stimuler la compétitivité dans l'ensemble du secteur maritime. Dans le port d'Anvers, deuxième port européen, elle a adopté une stratégie maritime industrielle et une stratégie portuaire. La première vise à renforcer le leadership mondial de l'industrie maritime, notamment dans la construction navale et l'innovation avec l'appel phare "Chantiers navals du futur". La deuxième se centre sur la position concurrentielle des ports tout en renforçant leur connectivité, leur sûreté, et leur décarbonation. Complémentaires, ces deux propositions visent à répondre aux inquiétudes croissantes des secteurs maritime, portuaire et industriel européens face à une concurrence mondiale accrue. [Lire la suite](#)

■ Conseil :



Réunion des ministres de la Justice et de l'Intérieur

Les ministres de la Justice et de l'Intérieur, réunis les 5 et 6 mars, ont réaffirmé leur soutien au Liban tout en soulignant l'importance de soutenir la coopération à un niveau plus technique avec la Libye. Sur l'espace Schengen, ils ont approuvé la feuille de route révisée pour l'interopérabilité des systèmes informatiques de l'Union après 2026. Par ailleurs, ils ont arrêté une position sur un règlement qui protégera les droits des adultes vulnérables. Ils ont poursuivi leurs discussions sur l'indépendance des avocats en Europe, sur la lutte contre l'impunité russe dans le cadre de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, et sur la lutte contre le crime organisé. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)



Approbation des clauses de sauvegarde agricole de l'accord UE-Mercosur

Le 5 mars, le Conseil a adopté le règlement mettant en œuvre la clause de sauvegarde prévue par l'accord de partenariat UE-Mercosur et de l'accord intérimaire UE-Mercosur sur le commerce pour les produits agricoles. Grâce à cette clause, la protection des agricultures de l'Union européenne se voit renforcée face aux augmentations soudaines des importations agricoles en provenance de pays du Mercosur. Le règlement permet à l'Union de réagir plus rapidement et efficacement grâce à une simplification des conditions de déclenchement des mécanismes de sauvegarde existants. Il a aussi adopté le règlement concernant de nouvelles règles visant à lutter contre les pratiques commerciales transfrontières déloyales au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)



Objectif climatique contraignant d'ici 2040

Le 5 mars, les ministres ont donné leur feu vert à la révision de la loi européenne sur le climat, introduisant un objectif intermédiaire contraignant de réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre de 90% d'ici 2040 par rapport à 1990. Cette cible vise à maintenir l'Union sur la trajectoire de neutralité climatique à l'horizon 2050. Le texte prévoit qu'au moins 85% des réductions devront être réalisées au sein de l'Union, tandis qu'une part limitée pourra provenir de crédits carbone internationaux à partir de 2036. La réforme prévoit également davantage de flexibilité entre secteurs et le report à 2028 du nouveau système d'échange de quotas d'émission pour les bâtiments et le transport routier. [Lire la suite](#)

■ Trilogues :



Accord sur la position des agriculteurs dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire

Le 5 mars, le Conseil et le Parlement européen sont parvenus à un accord sur une modification du règlement portant organisation commune des marchés des produits agricoles (OCM). Cette modification ciblée permettra de renforcer la position de négociation des agriculteurs dans la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire. Face à la pression sur les revenus agricoles et aux risques croissants auxquels font face les agriculteurs, les modifications apportées au règlement favorisent la mise en œuvre de marchés agricoles plus équitables et résilients. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)

■ Diplomatie :



Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union et du Conseil de coopération du Golfe

Le 5 mars, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne et du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont tenu une réunion pour discuter de la situation au Moyen-Orient. La Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères, Kaja Kallas, a condamné fermement les récentes attaques de l'Iran contre des États du Golfe et a réaffirmé la solidarité des États membres envers les victimes de ces attaques. Les ministres ont exprimé leur attachement à la désescalade, au respect du droit international, ainsi qu'à la nécessité de privilégier la voie diplomatique et le dialogue afin d'éviter une aggravation du conflit. [Lire la suite](#)



Renforcement de la présence militaire européenne en Méditerranée orientale

Le 3 mars, le Royaume-Uni a déployé son navire de guerre de pointe et des hélicoptères Wildcat anti-drones en Méditerranée orientale afin de renforcer ses défenses dans la région, après le déploiement de systèmes radar, de défense aérienne et d'avions F-35. Par ailleurs, le 4 mars, deux navires de guerre grecs sont arrivés au large de Chypre, faisant suite au déploiement de quatre avions de combat F-16 Viper déjà stationnés dans une base aérienne chypriote. Le 6 mars, le président français, Emmanuel Macron, a annoncé le renforcement du dispositif militaire français au Proche et Moyen-Orient, avec l'envoi de moyens supplémentaires de défense anti-aérienne, de la frégate Languedoc au large de Chypre ainsi que du porte-avions Charles de Gaulle, de son groupe aéronaval. Le président français et le Premier ministre grec se rendent à Chypre le 9 mars. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)



Position de l'Union européenne face à la situation au Moyen-Orient

Le 1er mars, la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères, Kaja Kallas, a exprimé sa profonde inquiétude face à l'escalade régionale et réaffirmé la nécessité de privilégier la voie diplomatique pour résoudre ce conflit. Si la position européenne semble largement partagée, le Premier ministre espagnol, Pedro Sánchez, a été le seul à s'opposer fermement à l'intervention américaine en Iran. Ce dernier a refusé l'usage de ses bases militaires à l'armée américaine, dénonçant le non-respect du droit international et faisant allusion aux erreurs commises en Irak, en 2003. Les États-membres ont réaffirmé leur solidarité envers les États affectés, notamment Chypre. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#) - [Autre lien](#)



Accord commercial numérique avec le Canada

Lors de la cinquième réunion du Comité mixte de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne le 6 mars, le ministre canadien du Commerce, Maninder Sidhu et le commissaire européen au Commerce Maroš Šefčovič ont décidé de lancer des négociations en vue de conclure un accord sur le commerce numérique. Il sont entériné la décision du Comité mixte adoptant des règles supplémentaires sur les procédures d'arbitrage accélérées pour le règlement des différends en matière d'investissement entre les investisseurs et les États, en particulier pour les petites et moyennes entreprises; et conclu des travaux visant à modifier le protocole sur les bonnes pratiques de fabrication afin d'y inclure les ingrédients pharmaceutiques actifs. [Lire la suite](#)

■ BEI :



Premier accord avec l'Organisation mondiale du Commerce

Le 4 mars, les dirigeantes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Ngozi Okonjo-Iweala, et de la Banque européenne d'investissement (BEI), Nadia Calviño, ont signé un mémorandum d'accord visant à renforcer le commerce et l'investissement durables à l'échelle mondiale. Cet accord marque le début d'un partenariat qui mettra à profit les ressources financières de la BEI et les outils de facilitation de l'investissement élaborés dans le cadre de l'Accord sur la facilitation de l'investissement pour le développement, conclu par un grand nombre de Membres de l'OMC, afin d'améliorer le cadre réglementaire, de mobiliser des investissements et d'élargir les possibilités pour les pays en développement. [Lire la suite](#)

■ Allemagne :



Visite du chancelier allemand aux Etats-Unis

Le 4 mars, le chancelier allemand Friedrich Merz s'est rendu à Washington, pour une rencontre avec le président américain, Donald Trump, afin de renforcer la coopération transatlantique face aux défis mondiaux. À l'issue de cet échange, il a exprimé son soutien aux États-Unis au Moyen-Orient, dénonçant la responsabilité du régime iranien dans la répression interne et soulignant la menace que font peser les programmes nucléaires et balistiques iraniens pour la paix mondiale. Enfin, les deux dirigeants ont abordé le prochain sommet de l'OTAN à Ankara, la coopération commerciale viable entre l'Union et les États-Unis, ainsi que la guerre en Ukraine et l'implication de l'Europe dans les efforts de paix. [Lire la suite](#)



Victoire des Verts dans le Land de Baden-Württemberg

Le 8 mars, les électeurs du Land de Baden-Württemberg en Allemagne ont été appelés aux urnes pour renouveler leur parlement régional. Selon les résultats, le parti des Verts/Alliance 90 a devancé d'une courte tête avec 30,2% des voix, l'Union démocrate chrétienne (CDU) qui a obtenu 29,7%. Le vote pour le parti Alternative für Deutschland (AfD) progresse, atteignant 18,8%, tandis que le Parti social-démocrate (SPD) enregistre un résultat historiquement faible: 5,5%. Ce scrutin, premier d'une série d'élections régionales en 2026, intervient après l'annonce du retrait du ministre-président sortant, Winfried Kretschmann, et pourrait donc conduire à la reconduction de la coalition gouvernementale entre les Verts et la CDU dans ce Land prospère du sud-ouest du pays. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)

■ Finlande :



Vers la levée des restrictions à la présence d'armes nucléaires?

Antti Häkkinen, ministre finlandais de la Défense, a annoncé le 6 mars la possibilité d'installer de futures armes nucléaires afin de renforcer la capacité de défendre la Finlande et le Grand Nord. Il a précisé qu'un module CIS déployable de l'OTAN pourrait être établi à Riihimäki et entrer en service début 2027. [Lire la suite](#)

■ France :



Discours du président Emmanuel Macron sur la dissuasion nucléaire

Le 2 mars, le président français Emmanuel Macron a prononcé un discours sur la dissuasion nucléaire française. Il a notamment proposé la mise en place d'une "dissuasion avancée" intégrant la participation de partenaires européens à la dissuasion française, sans toutefois ouvrir à un partage de la définition des intérêts vitaux de la nation ou de la décision ultime. Cette démarche, complémentaire à l'OTAN, inclut des exercices conjoints, du signalement et un déploiement stratégique sur le continent. L'Allemagne, la Pologne, les Pays-Bas, la Belgique, la Grèce, la Suède et le Danemark ont annoncé participer à ce projet. En outre, la France et l'Allemagne ont annoncé le même jour, la mise en place d'un groupe de pilotage nucléaire de haut niveau, qui servira de cadre bilatéral pour le dialogue doctrinal et la coordination de la coopération stratégique. [Lire la suite - Autre lien](#)

■ Slovaquie :



Dialogue polono-slovaque sur la défense et l'industrie

Le 3 mars, à Bratislava, le ministre polonais de la Défense Władysław Kosiniak-Kamysz, et son homologue slovaque, Robert Kaliňák, ont participé au Dialogue industriel polono-slovaque sur la défense. Cet événement était le premier forum de cette envergure réunissant des représentants des gouvernements et des entreprises publiques et privées du secteur de la défense des deux pays. Les discussions s'inscrivaient dans le prolongement direct des accords conclus en février 2025 à Varsovie, lorsque les ministres de la Défense des deux pays ont signé une lettre d'intention concernant le renforcement des relations dans le domaine de la défense antiaérienne, de la fabrication de munitions et des programmes de véhicules blindés et de véhicules de transport blindés à roues. [Lire la suite](#)

■ Géorgie :



Suspension de l'exemption de visa pour les diplomates et fonctionnaires géorgiens

Le 6 mars, la Commission européenne a suspendu l'exemption de visa pour les titulaires géorgiens de passeports diplomatiques, de service ou officiels. Elle active, pour la première fois, son mécanisme révisé de suspension de l'exemption de visa, entré en vigueur en décembre 2025. Cette décision intervient en réponse au recul démocratique des autorités géorgiennes depuis octobre 2024, ainsi qu'au refus de la Géorgie de s'aligner sur la politique européenne en matière de visas. Dans le rapport sur l'élargissement de l'Union européenne de novembre 2025, la Commission européenne avait déjà qualifié le statut de candidat de la Géorgie de "nominal" tandis que le Rêve géorgien, le parti au pouvoir, avait annoncé suspendre les négociations d'adhésion du pays à l'Union européenne en novembre 2024. [Lire la suite](#)

■ Islande :



Référendum sur l'adhésion de l'Islande à l'Union européenne

Le 6 mars, le gouvernement islandais a décidé de soumettre à l'Althing, le Parlement islandais, une motion proposant d'organiser un référendum le 29 août sur la reprise des négociations d'adhésion à l'Union européenne. L'Islande avait demandé l'adhésion en 2009, et les négociations s'étaient déroulées entre 2010 et 2013, avant d'être interrompues. Si le référendum proposé en août aboutit à la reprise des négociations et que l'issue de celles-ci est positive, un deuxième référendum sera organisé afin de demander aux Islandais si leur pays doit effectivement adhérer à l'Union européenne. [Lire la suite](#)

■ Kosovo :



Dissolution du Parlement, nouvelles élections et saisine de la Cour constitutionnelle

Le 6 mars, la présidente du Kosovo, Vjosa Osmani, a dissout le Parlement et annoncé la tenue de nouvelles élections législatives, moins d'un mois après la formation du gouvernement, en raison de l'incapacité des députés à élire le nouveau chef de l'Etat. Son mandat vient à échéance en avril. Bien qu'il ait remporté deux élections, en février et décembre 2025, le parti du Premier ministre, Albin Kurti, n'a pas réussi à obtenir le soutien nécessaire pour faire élire son candidat. Il s'agira du troisième scrutin en un peu plus d'un an. La Cour Conditionnelle a été saisie de la validité de ce décret présidentiel. . [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)



STOCKHOLM INTERNATIONAL

Hausse des flux mondiaux d'armes et de la demande européenne

Le 9 mars, l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm a publié de nouvelles données sur les flux mondiaux d'armes. Selon ces données, le volume des transferts d'armes lourdes entre États a augmenté de 9,2% entre la période 2016-2020 et 2021-2025. Les États européens ont plus que triplé leurs importations d'armes, devenant ainsi la région la plus importatrice. Les exportations totales des États-Unis, premier fournisseur mondial d'armes, ont augmenté de 27%, incluant une augmentation de 217% des exportations d'armes américaines vers l'Europe. La France est le deuxième plus grand fournisseur mondial d'armes majeures en 2021-2025, représentant 9,8% des exportations mondiales. [Lire la suite](#)



Rapport sur Safety Gate, système d'alerte sur les produits non alimentaires dangereux

Le 5 mars, la Commission européenne a publié son rapport annuel sur Safety Gate, le système d'alerte rapide traquant les produits non alimentaires dangereux au sein du marché européen. Les autorités nationales chargées de la sécurité des produits peuvent ainsi diffuser rapidement des informations sur les produits dangereux et réagir en conséquence. En 2025, 4 671 alertes ont été enregistrées. Il s'agit du nombre le plus élevé depuis le lancement du système en 2003. Le rapport présente un autre record, celui du nombre de mesures de suivi par les autorités nationales, en augmentation de 35% par rapport à 2024. [Lire la suite - Autre lien](#)



Rapport sur la dette mondiale

Le 4 mars, l'OCDE a publié un Rapport sur la dette mondiale en 2026, alertant sur l'endettement public et privé record à l'échelle mondiale, sous la pression de coûts de financement en hausse, de déficits persistants et de besoins d'investissement importants. L'OCDE accorde une attention particulière aux recommandations destinées aux pays européens. Elle met en garde contre les effets d'un niveau d'endettement élevé dans un contexte de hausse durable des coûts de financement et appelle à un renforcement de la coordination des politiques économiques, à une gestion anticipative des risques de refinancement ainsi qu'à des réformes structurelles des marchés financiers, afin de garantir une stabilité et une soutenabilité accrues à long terme. [Lire la suite](#)

■ Publications :



L'Union européenne : Institutions et politiques

Le 5 mars, Marion Gaillard, docteure en histoire et spécialiste des questions européennes et Benjamin Frieyro, diplômé de Science Po et chargé d'enseignement, ont publié une nouvelle édition de la collection Découverte de la vie publique. Ce manuel, intitulé "L'union européenne : Institutions et Politiques", décrypte à la fois les mécanismes décisionnels et le fonctionnement de l'Union, ses moyens d'actions et les défis auxquels elle est confrontée. Il constitue un outil essentiel pour comprendre l'évolution et les enjeux actuels, en accordant une attention particulière à la constitution d'une Europe de la défense ainsi qu'à l'évolution de sa politique commerciale. [Lire la suite](#)

■ Culture :



Max Liebermann et l'impressionnisme à Potsdam

Jusqu'au 7 juin, le musée Barberini de Postdam accueille une exposition dédiée à Max Liebermann et à l'impressionnisme. Avec plus de 110 œuvres provenant de plus de soixante collections internationales, elle présente le développement de l'impressionnisme en Allemagne des années 1880 aux années 1930, au centre de laquelle se trouve l'artiste, qui a joué un rôle décisif dans l'internationalisation du monde artistique allemand en tant que peintre, collectionneur et président de la Sécession berlinoise. Une attention particulière est accordée à la contribution longtemps négligée des femmes artistes, au développement de l'impressionnisme allemand. [Lire la suite](#)



Printemps du cinéma à Vilnius

Jusqu'au 22 mars, la capitale lituanienne accueille la 31ème édition du festival de film international de Vilnius, rendez-vous printanier du cinéma. Créé en 1995, dans l'élan du renouveau culturel post-soviétique, cet événement met à l'honneur des films primés à l'international, des œuvres contemporaines audacieuses et des premières lituaniennes très attendues. Véritable célébration du 7e art, il confirme la place de la capitale lituanienne comme carrefour culturel dynamique pour les cinéphiles et les talents émergents du cinéma européen et mondial. [Lire la suite](#)



Mark Rothko à Florence

Jusqu'au 23 août, le Palazzo Strozzi de Florence présente l'exposition dédiée à Mark Rothko, retraçant l'évolution du peintre, maître de l'expressionnisme abstrait au XXe siècle. À travers plus de 70 œuvres, dont des peintures d'une envergure rarement vue en Italie, empruntées à des musées internationaux, cette rétrospective est une véritable immersion dans la couleur et l'émotion. "Rothko in Florence" célèbre le lien intime de l'artiste avec la ville et déploie son dialogue au-delà du palais Strozzi, du Musée San Marco à la Bibliothèque Medicea Laurenziana, traçant un pont saisissant entre modernité et héritage italien. [Lire la suite](#)



Foire d'art TEFAF à Maastricht

Du 14 au 19 mars, la European Fine Art Foundation (TEFAF) organise à Maastricht une foire consacrée aux beaux-arts, aux antiquités et au design, réunissant 7 000 ans d'histoire de l'art. Avec plus de 260 marchands prestigieux venus d'une vingtaine de pays, cet événement est une vitrine pour les plus belles œuvres d'art actuellement sur le marché. Outre les domaines traditionnels que sont les peintures anciennes, les antiquités et les objets classiques, qui occupent environ la moitié du salon, les visiteurs trouveront aussi de l'art moderne et contemporain, de la photographie, des bijoux, du design du XXe siècle et des œuvres sur papier. [Lire la suite](#)



Photo de John Minihan à Dublin

Jusqu'au 11 octobre, l'exposition "Poésie Visuelle", présentée par la Galerie nationale d'Irlande, à Dublin, offre un aperçu de la carrière du photographe irlandais, John Minihan, qui s'étend sur plus de soixante ans, explorant son expérience de photographe de presse pour le Daily Mail. Dès le début de sa carrière, la quête de Minihan pour photographier "ce qui aurait pu passer inaperçu" et son désir de faire ressortir la poésie de la vie quotidienne constituait le cœur de sa pratique. [Lire la suite](#)



"Simone Veil. Mes sœurs et moi" au Mémorial de la Shoah à Paris

Jusqu'au 15 octobre, le Mémorial de la Shoah à Paris consacre une exposition à Simone Veil, retraçant le parcours des sœurs Jacob avant, pendant et après la guerre. L'exposition présente plusieurs écrits et photographies conservés par la famille et dévoile la relation qui unissait Simone à ses deux sœurs, Denise et Madeleine. [Lire la suite](#)

Réduisez vos impôts en soutenant la Fondation !

Réduisez vos impôts en soutenant la Fondation et participez avec nous à la construction de l'Europe de demain !

Contribuez, par votre soutien à la Fondation, à la promotion des valeurs européennes de démocratie, de paix, de solidarité, et de prospérité de l'Europe.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation Robert Schuman peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Je fais un don et je réduis mon impôt.

■ L'agenda :

 09/03/2026

Eurogroupe

 09/03/2026

Conseil "Emploi, politique sociale, santé et consommateurs" (Politique sociale)

 09-12/03/2026

Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)

 10/03/2026

Conseil "Affaires économiques et financières"

 16/03/2026

Conseil "Transports, télécommunications et énergie" (Énergie)

 16/03/2026



La Lettre n°1146

PDF

en Français -- Édition du Lundi 9 mars 2026

↓ Je télécharge

La Lettre est également disponible dans les langues suivantes :



👍 J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Helen Levy ;

**Catherine d'Angelo, Justin Couteaud,
Malo Chanfray, Elodie de La Vaissière**

N° ISSN: **2729-6482**

Une question, une suggestion ?

Contactez-nous !

info@robert-schuman.eu

Rédacteurs en chef :

Juliette Bachschmidt

Directeur de la publication :

Pascale Joannin

[Cliquez ici si ce mail ne s'affiche pas correctement.](#)

**FONDATION ROBERT
SCHUMAN**

Vous l'avez reçu car vous êtes inscrit à notre newsletter. {LINK}